

**PLAN D'URGENCE EN FAVEUR DES ENTREPRISES DE PRODUCTION  
PHONOGRAPHIQUE  
EN APPLICATION DU DECRET N° 2012-834 DU 29 JUIN 2012**

**DECLARATION DES AIDES PUBLIQUES  
AU TITRE DE LA REGLE « DE MINIMIS »  
sur la base du Règlement (CE) n° 1998/2006 de la Commission du 15  
décembre 2006 concernant l'application des articles 87 et 88 du Traité aux aides « de minimis »**

Madame ou Monsieur .....  
Agissant en qualité de .....  
Représentant l'entreprise .....  
Siège social.....  
N° INSEE-SIREN.....  
Forme juridique..... Année de création.....  
Sollicitant une aide d'un montant de .....

Cette déclaration permet d'apprécier la situation de l'entreprise au regard du règlement « *de minimis* » qui plafonne les aides de ce type à 200 000 euros sur trois ans. Aussi, veuillez indiquer dans le tableau ci-après le détail des montants reçus sur les 36 derniers mois.

**Aides publiques au cours des 36 derniers mois :**

(Administration centrale, collectivités territoriales, Établissements publics)

Dénomination du financeur public et coordonnées de l'interlocuteur	Intitulé de l'aide	Montant de l'aide en €	Date de versement

**Montant total perçu au titre de *de minimis* dans les 36 mois précédents la demande :**

.....  
.....

*Attention : L'ensemble des aides « de minimis » doivent être déclarées, quel que soit leur objet ou leur nature, y compris les aides versées sous forme d'un prêt, d'une garantie, d'un apport de capitaux publics ou capital-investissement, d'une avance remboursable. Dans ces cas, le montant de l'aide doit être converti en équivalent-subvention brut.*

Déclaré le .....

A .....

Signature et cachet de l'entreprise